

L'ELECTION DE KILDONAN

Nous avons la victoire dans Kildonan et elle est éclatante. Là où il y a un an et demi l'hon. M. Norquay échappait à la défaite par une majorité de deux voix seulement, son frère l'emporte aujourd'hui par une majorité de plus de deux contre un sur M. James Taylor, le candidat du gouvernement. C'est la réaction qui se fait. MM. Greenway et Martin sont parvenus au pouvoir en promettant mer et monde; ils n'ont rien fait qui vaille et les voilà déjà en danger.

Cette élection est le signal de la dégringolade. Qu'on en juge plutôt par le vote que voici :

Endroit.	Norquay.	Taylor.
Headingley.....	18	14
St. James.....	27	14
Kildonan (ouest).....	66	30
Kildonan (est).....	63	34
St. Andrews (centre).....	53	22
St. Andrews (nord).....	33	14
St. Andrews (est).....	43	14
	325	142

Majorité pour Norquay 183.

Ainsi M. Taylor perd son dépôt de \$200. Que ces \$200 aient été fournis par le gouvernement ou non, nous ne saurions le dire, mais ce que nous savons c'est qu'ils devront retourner au trésor public.

Les cris de victoire qui se sont fait entendre le soir de la votation à une portée de fusil de la rue Kennedy ont dû résonner désagréablement aux oreilles de nos ministres, si toutefois ils étaient alors dans la bâtisse du parlement, car en ces derniers temps, ils ne se contentent point de jouer dans l'arène politique, ils essayent des combats qu'ils prétendent nous tromper, qu'ils prétendaient plus faciles, mais où ils sont encore ignominieusement battus. La vérité, ils l'auront toute entière et bientôt il faut l'espérer. Solidaires comme ils sont les uns des autres, le premier comme le dernier d'eux eux ne saurait impunément braver les règles les plus élémentaires et les plus sacrées du devoir et de l'honneur.

Mais parlons de l'élection. On lendemain de la bataille, le gouvernement prétendit n'y avoir rien eu à faire. Si tel est le cas, comment se fait-il que M. Taylor se donnait à tout propos comme candidat de l'administration Greenway-Martin? Aussi, comment se fait-il que nombre de gens qui sont parfaitement connus pour être aux crochets de nos ministres prirent à cette campagne une part si active, allant d'assemblée en assemblée et déployant tout le zèle que pouvait leur inspirer une servilité sans bornes?

La conclusion est toute naturelle, et si tous ne l'avaient pas, tous le savent : le gouvernement tenait beaucoup à un tout autre résultat. Pour nous, il est des plus consolants : il prouve que parmi les enfants du sol, les plus vieux résidents du pays, parmi ceux à côté desquels nous avons vécu et qui nous connaissent, la voix du fanatisme et de l'intolérance n'a point de force.

Comme l'on s'instruit à tout âge, les Martin, les Greenway et consorts devront tirer profit de la leçon qui vient de leur être donnée.

LA NOUVELLE LOI MUNICIPALE

La loi municipale telle que le gouvernement prétend l'amender à cette session de la législature va créer la plus grande confusion possible par toute la province.

On divise l'acte actuellement en force en quatre parties, et toutes les dispositions de ce nouveau projet de loi portent le cachet de l'étude la moins approfondie possible. Il n'y aura plus à s'y reconnaître.

Quoi penser de l'idée d'enlever aux conseils municipaux la vente de terrains pour arrangements de taxes et la laisser au gouvernement qui chargerait un pourcentage de 5 par cent? Quoi penser du changement des limites des différentes municipalités? Quoi penser de l'adoption préemptoire du scrutin dans les élections au lieu du vote ouvert? Les deux sont facultatifs aujourd'hui, et il n'y a pas une municipalité rurale qui ait adopté le premier mode.

Enfin, c'est un changement radical de la loi d'aujourd'hui. C'est un changement qui n'est pas demandé par les municipalités, et qui, s'il est adopté, sera nécessairement la cause des plus grands embarras et des dépenses excessives pour les contribuables.

Cette législation municipale n'est qu'une farce.

LE DISCOURS DE TRONE

Qu'il nous soit permis d'apprécier en quelques mots le discours du trône, cet énoncé de la politique de nos gouvernants. Il ne contient qu'une chose qui nous surprenne. Ce n'est point la nouvelle loi municipale, le nouvel acte des écoles, le projet de loi concernant l'abolition de la langue française qui est certainement compris dans les *various other measures* annoncées; — c'est tout simplement la question de subventionner le chemin de fer de la Baie d'Hudson. Quelle volte-face pour des gens qui, encore l'an dernier, ont fait feu et flammes contre l'entreprise!

La girouette indiquée vent, alors il faut que la barque ministérielle trouve le vent bien mauvais pour louver comme elle le fait.

Le public ne sera point induit en erreur et il continuera à surveiller la belle législation que l'on est à

nous préparer, jusqu'au jour où il pourra voter contre ces hommes déjà usés par seulement deux années de pouvoir.

LA POLITIQUE A MANITOBA

L'ouverture de la 3ème session de la 7ème législature a eu lieu jeudi avec la cérémonie ordinaire. Le lieutenant-gouverneur Schultz étant malade le discours du trône fut lu par le juge en chef Taylor en anglais et en français. Ce discours n'ayant point été imprimé en français, nous en faisons une analyse complète.

Le discours commence par faire mention de la visite du gouverneur-général.

Il parle ensuite des progrès qui ont été faits dans la construction des chemins de fer, étant assuré que la saison prochaine verra encore surgir d'autres entreprises de ce genre.

Les récoltes de l'an dernier n'ont pas été aussi abondantes qu'on était en droit de s'y attendre, cependant, dans maints endroits l'on a constaté les meilleurs rendements, ce qui prouve, étant données même les conditions les plus défavorables, la merveilleuse fertilité du sol. Le gouvernement se félicite de sa politique d'immigration, et il va redoubler d'efforts pour faire connaître les immenses avantages qu'offre Manitoba.

Des résolutions d'ont été soumises à la législature conférant au gouvernement le pouvoir de négocier avec les autorités fédérales sur la question d'augmentation de subsides en lieu de terres de la couronne et sur celle du contrôle des terrains des écoles en cette province.

Il est dit que l'état financier de la province est des plus satisfaisants comme devant le prouver les comptes publics pour l'année fiscale finissant le 3 décembre 1889.

Il sera question de subventionner le chemin de fer de la Baie d'Hudson.

Aussi de pourvoir à la formation de cercles agricoles.

Parmi les projets de loi qui devront être soumis, l'on nomme les suivants: Acte concernant les corps municipaux, un acte des écoles, un acte pour consolider et amender l'acte de l'agriculture et de l'immigration et ses amendements, un acte concernant l'établissement et la régie de l'école de réforme pour les garçons et de la maison des invalides; aussi plusieurs autres mesures.

Voilà, en somme, le discours du trône. Après quelques affaires de routine la séance fut levée et la chambre s'ajourna jusqu'à lundi.

Lundi soir le 3 janvier 1890.

Des requêtes venant de Taché, Saint-Jean-Baptiste-Ouest, Saint-Jean-Baptiste, Saint-François-Xavier, Saint-Maurice, Saint-Boniface et autres endroits au sujet de la question des écoles et de la langue française sont présentées par les députés français. En présence de ces requêtes, MM. Marion, A. F. Martin et Jérôme parlent en français.

UNE QUESTION DE PRIVILEGE

M. WOOD se lève sur une question de privilège, et dit qu'il lui faisait peine d'être dans l'obligation de proposer une résolution dont l'objet intéressait toute la chambre. L'hon. député commençait à lire sa résolution: *Attendu qu'un nommé Abraham Johnson*—quand.

L'HON. M. MARTIN souleva une question d'ordre et l'orateur décida contre M. Wood disant que la résolution qu'il voulait proposer affectait la vie privée du premier ministre, que les membres de la législature étaient là pour s'occuper des affaires du pays et non pour discuter des scandales. Après quelques passés d'armes entre le procureur-général, M. O'Malley et A. F. Martin, M. Wood dit qu'il amènerait la même affaire sous forme de motion ces jours-ci.

L'ADRESSE EN REPONSE.

M. THOMPSON, député d'Emerson, propose l'adresse en réponse au discours du trône. Il commente l'adresse. Il fait allusion à la mort de l'hon. M. Norquay. Sur la question des écoles, il est en pleine harmonie avec le gouvernement.

M. HARROWER seconde M. Thompson. Il parle brièvement dans le même sens que le précédent et il est facile de voir en lui un admirateur de la politique Martin.

M. ROBLIN, réclame et commence son discours par faire l'historique des négociations entre le *Northern Pacific* et le *Manitoba Central*. Une dispute s'engage entre lui et l'hon. Martin à ce sujet. M. Roblin raconte comment le Col. Scobie et lui-même directeurs du *Man. Central* rencontrèrent MM. Kendrick et McNaught, du *N. P.* dans le bureau du premier ministre et comment le procureur-général Martin vint et permit la force de se faire présenter à ces deux personnages, quand de bonne heure le même jour, le même M. Martin rencontrait les mêmes personnages dans leur char et s'entendaient avec eux pour qu'ils vinssent à une entente avec le gouvernement directement. Quelques moments après, M. Martin se retire et ensuite les représentants du *N. P.* et M. Greenway se rendirent au cabinet du procureur-général; puis, ce dernier sortit et fit observer que le gouvernement venait de recevoir une proposition. M. Roblin affirme qu'un arrangement a été conclu avec le *N. P.* avant le départ de ses officiers de Winnipeg. M. Martin nie que tel soit le cas. C'était dit, M. Roblin, un arrangement préliminaire sous l'entente d'en conclure un autre à New-York.

HON. M. MARTIN—C'est faux.

M. ROBLIN—Je suis heureux de découvrir quelque chose dont le procureur-général ait honte.

HON. M. MARTIN—Non; j'affirme simplement que l'assertion est fautive. Il n'y eut ni contrat ni entente pour une réunion subséquente.

M. ROBLIN—dit qu'il persiste dans sa déclaration et parle de certains arrangements financiers, entre autres de la fameuse clause des \$500 par mille, de l'amendement du contrat primitif par lequel le procureur-général prétend avoir fait gagner à la province \$867,000.00.

HON. M. MARTIN—nie emphatiquement. (Cris, Oui; oui.)

M. ROBLIN—dit qu'il sait toucher le

procureur-général là où le bêt le blesse.

HON. M. MARTIN—C'est un mensonge.

L'ORATEUR—se lève et rappelle M. Martin à l'ordre et l'oblige de faire apologie, ce qui a lieu.

M. ROBLIN—reproche au procureur-général son alliance hybride, avec Dalton McCarthy, qui favorise aujourd'hui le *Mail*, ce journal anti-patriote et déloyal qui vient d'être convaincu d'avoir voulu conclure des marchés honteux pour nous vendre aux Etats-Unis. Il se déclare contre la politique du gouvernement au sujet des écoles. L'orateur excite une grande hilarité dans les galeries en demandant les qualifications des ministres actuels à devenir ministre de l'instruction publique: l'un est entré dans la quincaillerie à 17 ans un autre a été cultivateur à Ontario, puis a obtenu un diplôme d'enseignement pour une des concessions de Toronto. Quant au Trésorier, il ne doit pas aspirer à cette position.—(L'hon. ministre admet qu'il n'a pas cette prétention.)—Et le procureur-général, lui, peut-il assumer cette nouvelle responsabilité?

Il est déjà avertisseur légal de la province, commissaire des chemins de fer, commissaire des terres, chef du département des licences, directeur et vice-président du *N. P.* et M. et capitaliste qu'on très-haut à Manitoba, etc., etc.

Et la chambre s'ajourne jusqu'à mardi, le 4.

M. E. G. Conklin a été nommé greffier de notre législature en remplacement de M. Sadeur démissionnaire.

Comme l'an dernier, aucun député français ne fait partie des comités des comptes publics et des chemins de fer. Gouvernement très-libéral, n'est-ce pas?

L'hon. M. Prendergast a donné un avis de motion concernant l'impression de la Gazette Officielle dans les deux langues. Nous donnerons le texte de la motion quand elle paraîtra à l'ordre du jour.

Nous regrettons de ne pouvoir donner plus que le compte-rendu de la séance de lundi, l'espace nous fait défaut.

Nos députés français sont tous à l'œuvre et travaillent de toutes leurs forces pour sauvegarder nos intérêts.

M. A. F. Martin a fait une sortie des plus vigoureuses contre le gouvernement à la séance d'hier et il doit continuer aujourd'hui. Nous en reparlerons.

NOTES D'OTTAWA

[Spécial au Manitoba.]

Il ne s'est pas fait grand travail durant la semaine qui vient de s'écouler; mais le programme de la semaine prochaine promet beaucoup.

D'abord, lundi, l'hon. M. La Rivière demandera un ordre de la chambre pour obtenir une liste comprenant chaque lot de terre dans la province du Manitoba réclamé, aux termes de l'Acte du Manitoba, comme étant occupé ou possédé avant le transfert, et indiquant:

1. Le nom de la paroisse ou la description du township renfermant ce lot;

2. Le numéro et l'étendue du lot;

3. Le nom ou les noms des réclameurs, s'ils n'ont pas eu leurs patentes, et la raison pourquoi la patente n'a pas été émise;

4. Le nom des personnes ayant une patente et la date de l'émission de cette dernière;

5. La clause et le paragraphe de l'acte en vertu desquels tel lot a été patente;

6. Dans le cas d'un lot de rivière, si les deux milles extérieurs ont été concédés;

7. Si du scrip a été donné pour le dit lot et le montant du scrip.

Puis le même jour, une liste des réserves sauvages dans les limites de la province du Manitoba, donnant la situation et la superficie de chacune, le nombre de Sauvages y appartenant lors du choix de telle réserve, et le nombre de ceux qui y vivent actuellement.

Mercredi prochain, M. Amyot demandera copie de toute requête, lettre, communication écrite adressée au gouvernement de la Puissance ou à quelque-uns des membres du Conseil Exécutif du Canada, par Sa Grandeur Monseigneur Grandin, relativement à la conduite des officiers du gouvernement fédéral ou du gouvernement lui-même, vis-à-vis des Métis, et au sujet des écoles catholiques du Nord-Ouest, depuis 1882.

A la séance de jeudi, M. D. W. Davis, député d'Alberta, présentera les requêtes suivantes:

De Gabriel Parenteau, président et Louis Riguide, secrétaire, d'une assemblée publique des contribuables de Saint-Laurent; de Louis Schneider, président, et Charles de la Gorgendière, secrétaire, d'une assemblée publique des contribuables de l'école catholique du district de Prince-Albert; de Jean-Baptiste Arcand, président, et Louis Bourassa, secrétaire, d'une assemblée publique des contribuables de Saint-Engèle de Carlton; et de D. Arcand, président, et N. Pomerleau, secrétaire, d'une assemblée publique de Saint-Vital, Battleford, district de Saskatchewan, tous des Territoires du Nord-Ouest; demandant qu'aucune loi ne soit passée pour abolir ou restreindre l'emploi du français comme langue officielle.

A la séance d'hier, M. Dalton McCarthy a proposé que sa proposition d'abolir la langue française dans les Territoires du Nord-Ouest, soit discutée de nouveau mercredi, le 11 février prochain; et soit inscrite comme premier ordre du jour de ce jour-là.

Plusieurs députés de Québec se

LE MANITOBA.

proposent de prendre part au long débat que soulèvera la seconde considération de la proposition McCarthy.

Les amis, ici, attendent avec anxiété les nouvelles de votre législature provinciale et font des vœux pour le succès de vos défenseurs contre les attaques de Greenway, Martin et Cie.

M. Joseph Tassé, publie actuellement dans *La Minerve*, une remarquable série d'articles sur la question française; il est malheureux que le cadre de votre journal ne vous permette pas de les reproduire.

L'ex-lieutenant-gouverneur Mason remplacera l'hon. C. S. Rodier au sénat.

Les dépenses de l'année dernière pour l'installation de l'imprimerie nationale ont été de \$165,179.97.

D'après le rapport de l'Auditeur Général, les dépenses de la Commission du Travail se sont élevées à \$43,970.18.

Nos exportations en Chine et au Japon représentent pour 1889, une valeur totale de \$73,965.

Au lieu de se développer, comme il était permis de l'espérer, notre commerce avec l'Asie a décliné. Les ventes ont été plus considérables dans les années précédentes qu'en 1889. En 1888, nous avons exporté en Asie \$132,448 de nos marchandises; en 1882, 106,675 et, en 1878, \$102,568.

Si la Chine et le Japon achètent peu du Canada, en revanche ils lui vendent beaucoup.

En 1887, nous avons importé de l'Asie \$2,750,388 de marchandises; en 1888, l'importation a baissé quel que peu; en 1889, nous avons fait venir de la Chine et du Japon 8,736,974 livres de thé noir et 8,295,701 livres de thé vert—ce qui représente une valeur de \$2,934,682.

Nouvelles Religieuses.

—On annonce la mort de M. l'abbé Théophile Houde, curé de Saint-Aubert, Qué., décédé le 27 janvier.

—Hier, avait lieu à la maison vicariale des RR. SS. de la charité, une imposante cérémonie: quatre sœurs faisaient leur profession religieuse. Ce sont Sœur Hogue, fille de M. Antoine Hogue, de Saint-Charles; Sœur Clément, fille de M. Norbert Clément, de Saint-Boniface; Sœur Girard, fille de M. Anacle Girard, de Sainte-Anne, et Sœur Vandal dite Sœur Morin, fille de M. Antoine Vandal aussi de Sainte-Anne.

La cérémonie a été faite par Mgr l'Archevêque. Il y avait un nombreux clergé dans le sanctuaire.

La nouvelle et spacieuse chapelle du couvent était bien remplie et paraissait avec beaucoup d'avantage.

Une particularité de la cérémonie, c'est que Sœur Hogue étant trop malade pour descendre à la chapelle, Mgr l'archevêque monta à l'infirmerie pour recevoir sa profession religieuse et remettre à la nouvelle professe les insignes de l'état généreux qu'elle embrasse.

La messe a été célébrée par le Rév. M. L. R. Giroux, curé de Sainte-Anne, oncle de Sœur Girard.

—Le manque d'espace nous force à remettre à la semaine prochaine le rapport détaillé d'une très belle fête qui a eu lieu à l'Académie Saint-Marie samedi, à l'occasion de la 25ème année de vie religieuse de Rév. Sœur Martin de l'Ascension, supérieure de l'Académie.

PROTESTATIONS

MUNICIPALITÉ DE SAINT-NORBERT.

Assemblée des contribuables de la municipalité de Saint-Norbert, tenue le 3 décembre 1889, pour protester contre l'abolition de l'usage officiel de la langue française et de nos écoles séparées.

M. John Kenny est nommé président et M. G. T. Landry secrétaire.

Les résolutions de l'assemblée de Saint-Boniface sont proposées et adoptées dans l'ordre suivant:

EDUCATION.

Première résolution.

Proposée par M. Antoine Vermette, appuyé par M. Osméas Gauthier.

Deuxième résolution.

Proposée par M. Pierre Laramée, appuyé par M. William Campeau.

Troisième résolution.

Proposée par M. J. B. Plouffe, appuyé par M. Rmle Landry.

LANGUE FRANÇAISE.

Première résolution.

Proposée par M. Siméon Saint-Germain, appuyé par M. Charles Kenny.

Deuxième résolution.

Proposée par M. Antoine Ménard, appuyé par M. Aimé Jeannotte.

Troisième résolution.

Proposée par M. Duncan McDougall, appuyé par M. Bernard Bélair.

JOHN KENNY, Président.

G. T. LANDRY, Secrétaire.

CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-NORBERT.

A une assemblée du conseil de la municipalité de Saint-Norbert, tenue le 30ème jour de décembre 1889, il a été adopté des résolutions protestant contre l'abolition de l'usage officiel de la langue française et du système des écoles séparées dans cette province et autorisant le préfet et le secrétaire-trésorier à signer des pétitions à la législature demandant qu'il ne soit passé aucune loi affectant l'usage de la langue

française comme langue officielle et le système des écoles séparées.

ARRONDISSEMENT SCOLAIRE DE SAINT-NORBERT NO. 5.

Assemblée des contribuables de l'arrondissement scolaire catholique de Saint-Norbert No. 5, tenue le 29 novembre 1889. Président M. Pierre Campeau, secrétaire M. John Kenney.

Proposition et adoption des résolutions passées à l'assemblée de Saint-Boniface, comme suit:

EDUCATION.

Première résolution.

Proposée par M. Sévère Parisien, appuyé par M. Moise Henry.

Deuxième résolution.

Proposée par M. Louis Delorme, sr., appuyé par M. Louis Sutherland.

Troisième résolution.

Proposée par M. Pierre Delorme, jr., appuyé par M. William Delorme.

LANGUE FRANÇAISE.

Première résolution.

Proposée par M. Victor Côté, appuyé par M. A. Alexander Smith.

Deuxième résolution.

Proposée par M. Patrice Delorme, appuyé par M. Laurent Delorme.

Troisième résolution.

Proposée par M. Félix Marsolais, appuyé par M. Charles Henry.

PIERRE CAMPEAU, Président.

JOHN KENNY, Secrétaire.

ARRONDISSEMENT SCOLAIRE DE SAINT-NORBERT NO. 4.

Assemblée des contribuables de l'arrondissement scolaire catholique de Saint-Norbert No. 4, tenue le 14 décembre 1889. Président, M. Pierre Delorme, sr., secrétaire, M. G. T. Landry.

Les résolutions de l'assemblée de Saint-Boniface sont adoptées dans l'ordre suivant et à l'unanimité.

EDUCATION.

Première résolution.

Proposée par M. Magloire Côté, appuyé par M. Antoine Larocque.

Deuxième résolution.

Proposée par M. André Parisien, appuyé par M. Wm Parisien.

Troisième résolution.

Proposée par M. Augustin Vandal, appuyé par M. Charles Logan.

LANGUE FRANÇAISE.

Première résolution.

Proposée par M. John Henry, sr., appuyé par M. Damase Leblanc, sr.

Deuxième résolution.

Proposée par M. Pierre Laramée, appuyé par M. Gilbert Parisien.

Troisième résolution.

Proposée par M. Louis Delorme, appuyé par M. Elzéar Delorme.

PIERRE DELORME, sr., Président.

G. T. LANDRY, Secrétaire.

ARRONDISSEMENT SCOLAIRE CATHOLIQUE DE CALEDONIA.

Assemblée publique des contribuables de l'arrondissement scolaire catholique de Caledonia tenue le 18ème jour de janvier 1890. Les résolutions adoptées par l'assemblée de Saint-Boniface, concernant la langue française et les écoles séparées sont proposées et adoptées dans l'ordre suivant:

EDUCATION.

Première résolution.

Proposée par M. B. Jodoin, appuyé par M. Eric Rivard.

Deuxième résolution.

Proposée par M. Louis Perrin, appuyé par M. Basile Poitra.

Troisième résolution.

Proposée par M. B. Jodoin, appuyé par M. Louis Perrin.

LANGUE FRANÇAISE.

Première résolution.

Proposée par M. Sévère Lavergne, appuyé par M. Basile Poitra.

Deuxième résolution.

Proposée par M. Eric Rivard, appuyé par M. B. Jodoin.

Troisième résolution.

PERSONNEL

MM. Hormidas Beauregard et Alfred Lévesque sont arrivés dimanche de leur promenade en province de Québec. Leur voyage a été des plus heureux et des plus agréables.

M. Louis Lafrenchie est parti pour Ottawa hier avec sa famille. Nos vœux de bon voyage à sa famille. Nos vœux de bon voyage à sa famille. Nos vœux de bon voyage à sa famille.

Depuis plusieurs jours, M. Joseph Pelletier est étendu chez lui par la maladie.

Le Rév. Père Bilsche, curé de Saint-Leon, et M. le curé Pelletier, curé de Saint-Joseph, sont à l'archevêché.

M. l'abbé Ernest Trudel, curé de Rimouski, Qué., est actuellement en cette ville chez son oncle M. Médard Guilbault. Gravement indisposé à son arrivée, le digne prêtre commence à prendre du mieux.

M. T. C. Livingston de Winnipeg, Gérant de "La Mutuelle de New-York Compagnie d'Assurance sur la Vie" visite en ce moment le Bureau principal de cette institution à New-York. Pendant son absence M. J. F. Prud'homme de Saint-Boniface le remplacera comme assistant gérant.

Chronique Locale.

Assemblée régulière du conseil de ville lundi.

M. F. E. Verge vendra à grande réduction pendant le mois de février la balance de ses marchandises d'hiver.

Voilà la nouvelle annonce de M. A. d'Auteuil.

M. J. B. LeClerc est actuellement en charge du bureau de poste de cette ville.

M. F. E. Verge vendra à grande réduction pendant le mois de février la balance de ses marchandises d'hiver.

Le 21 janvier dernier, "La Mutuelle de New-York Compagnie d'Assurance sur la Vie" a payé à Madame Ferguson la somme de \$10,000 étant le montant d'assurance sur la vie de feu le Dr. R. B. Ferguson de Winnipeg. Le Docteur était assuré depuis deux ans seulement. Dix jours après sa mort un chèque pour la somme ci-dessus mentionnée était remis à Madame Ferguson.

Le 13 février courant, aura lieu à Saint-Alphonse, une petite soirée dramatique et musicale. Aux amis de cette jeune et florissante paroisse d'aller encourager par leur présence cette soirée faite au profit de l'église.

L'élection des commissaires d'écoles pour la ville de Saint-Boniface a eu lieu lundi. M. le Dr. Lambert a été élu pour le quartier No. 4, et M. H. F. Despars a été élu pour le quartier No. 2.

A Winnipeg les commissaires suivants ont été élus : quartier 1, J. K. Barrett ; quartier 2, D. B. McIlroy ; quartier 3, John O'Connor.

Séance spéciale du conseil de ville demain soir pour prendre en considération une convention entre la corporation et la North West Electric Light Co., et la question d'exempter de taxes la manufacture de laine de cette ville qui devra fonctionner dans quelque temps, paraît-il, et employer une vingtaine d'hommes.

Echos du Nord-Ouest.

Qu'Appelle

27 janvier 1890.—Lundi, 20 janvier 1890, il y a eu assemblée des contribuables, tenue pour protester contre le mouvement de l'abolition de la langue française et des écoles séparées. M. George Fisher fut élu président, et M. A. De Laronie secrétaire.

Les résolutions proposées à cette assemblée ont été adoptées par tous ceux présents, sans distinction de nationalité ou de religion.

Il y a eu en outre dans les environs, une suite de réunions où ces protestations ont reçu l'approbation unanime du peuple ; ce qui prouve clairement que les nouveaux projets de loi relativement à notre langue et à notre système d'éducation sont loin de n'avoir ici que des partisans, et que notre député à l'Assemblée législative du Nord-Ouest, M. W. Sutherland, a été mal informé de l'opinion du peuple à ce sujet. Chose étrange ! puisqu'il vit au milieu de nous.

Une question, dit-on, importante occupe en ce moment les esprits et agite la population, la question des beurrieres. Cela serait bel et bien ! Mais il est sur tout question d'un "bonus" en faveur d'une beurrierie. C'est difficile ! On a un peu d'expérience voyez-vous, et ce mot de "bonus" rappelle des souvenirs du passé. Wood Mountain Qu'Appelle Railway, T. W. Jackson, avocat. "Illusions ! Illusions !"

M. W. Wagner, ex-M.P.P. de Manitoba, vient, sur invitation, donner une conférence sur cette branche de l'industrie laitière, dans le but sans doute de l'écarter d'en encourager l'établissement.

L'école industrielle est on ne peut plus prospère.

—Une autre question qui semble avoir moins d'importance, mais qui cependant divise la population en au moins trois partis, est celle d'un chemin de fer entre Indian Head, sur le C. P. R., et L.-Bret-Qu'Appelle. Notre devise n'est pas toujours *pro bono publico*, paraît-il.

L'école catholique de Lebret, où l'on enseigne impartialement l'anglais et le français, fonctionne à merveille.

—La grippe n'a pas encore quitté ces parages, et ne semble pas devoir le faire si tôt. Elle fait et refait des connaissances en grand nombre ; mais, excepté en quelques cas, elle n'a pas de malice.

NAISSANCE

Sauvé—A Saint-Vital, le 1er courant, Madame Charles Sauvé, un garçon.

DECES

Robillard—A Fort Qu'Appelle, le 18 janvier, M. J. B. Robillard, à l'âge d'environ 80 ans.

Atotte—A Saint-Jean-Baptiste, le 27 janvier dernier, l'épouse de M. Louis Ayotte. Elle laisse sept enfants en bas âge.

AVIS

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la prochaine session de l'Assemblée législative de la province de Manitoba, d'un acte pour incorporer le club dit : *The St George Snow Shoe Club Club de Raquettes Saint-George*, dont l'objet est de former un club athlétique et de bâtir une maison de club.

McDONALD, TUPPER, PHIPPER & TUPPER, Solliciteurs des requérants. Winnipeg, 4 février 1890. li s. 2. 90.



Soumissions pour un permis de couper du bois sur les terres de la Puissance dans la province de Manitoba

DES SOUMISSIONS cachetées adressées au sous-secrétaire des requérants, seront reçues à ce département jusqu'à midi, lundi, le 17 février prochain un permis de couper du bois sur la moitié nord et le quart sud-est de la section 33, toutes les sections 34 et 35, dans le township 17, rang 7, les moitiés ouest des sections 2, 14 et 23 ; la moitié sud du quart sud-est de la section 20 ; toutes les sections 3, 4, 5, 9, 10, 15, 16, 17, 21, 22, 27 et 28, dans le township 18, rang 7, tout à l'est du 1er méridien, dans la province de Manitoba et contenant une superficie de 10,480 acres plus ou moins.

Les règlements d'après lesquels un permis sera donné peuvent être obtenus à ce département ou au bureau de l'agent des bois de la Couronne à Winnipeg.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté par une banque incorporée fait en faveur du sous-ministre de l'Intérieur pour le montant du bonus que le soumissionnaire est prêt à payer pour le permis.

Les soumissions envoyées par télégraphe ne seront pas considérées.

JOHN HALL, Secrétaire. Département de l'Intérieur, Ottawa, 21 jan. 1890. li s. 2. 90



AVIS

DES SOUMISSIONS cachetées, marquées "Habillage pour la Police à Cheval", et adressées à l'Hon. Ministre des Chemins de fer et Canaux, seront reçues jusqu'à midi de Mercredi le 25 février 1890.

On pourra obtenir des formules imprimées de soumission, contenant tous les renseignements quant aux articles et les quantités requis, en s'adressant au sous-secrétaire.

Aucune soumission ne sera reçue à moins d'être faite sur ces formules imprimées.

On pourra voir des échantillons de tous les articles au bureau du sous-secrétaire.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté par une banque canadienne, pour une somme égale à dix pour cent du total de la soumission, lequel chèque sera confisqué si le soumissionnaire refuse de signer le contrat sur demande de ce faire, ou s'il n'engage de compléter le service entrepris. Si la soumission n'est pas acceptée le chèque sera remis.

Il ne sera rien payé aux journaux qui publieront cette annonce sans y avoir été d'abord autorisés.

FRED. WHITE, Contrôleur. C. N. O. OTTAWA, 24 Janvier 1890. li s. 2. 90



Soumissions pour un permis de couper du bois sur les terres de la Couronne dans la province de Manitoba

DES SOUMISSIONS cachetées adressées au sous-secrétaire des requérants, seront reçues à ce département jusqu'à midi, lundi, le 24 février 1890, pour un permis de couper du bois sur la section 11, township 2, rang 21 à l'ouest du 1er méridien, dans la province de Manitoba.

Les règlements d'après lesquels un permis sera donné peuvent être obtenus à ce département ou au bureau de l'agent des bois de la Couronne à Winnipeg.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté par une banque incorporée fait en faveur du sous-ministre de l'Intérieur pour le montant du bonus que le soumissionnaire est prêt à payer pour le permis.

Les soumissions envoyées par télégraphe ne seront pas considérées.

JOHN HALL, Secrétaire. Département de l'Intérieur, Ottawa, 22 jan. 1890. li s. 2. 90

AVIS

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Manitoba, à sa présente session, d'un acte pour incorporer la compagnie dite : *Compagnie de Chemin de Fer de Winnipeg et Duluth*, le but de construire, équiper, entretenir et exploiter une ligne de chemin de fer partant de la cité de Winnipeg et se dirigeant à quelque endroit de la frontière sud de la dite province, au ou près du lac des Bois, avec les pouvoirs ordinaires de construire des lignes de télégraphe ou de téléphone ou les deux pour le service de la dite voie ferrée et tous les ponts nécessaires, et de prendre et acquiescer des terrains pour le droit de passage, les stations et autres nécessités, aussi d'obtenir des terrains, bonus ou aide du gouvernement de la Puissance du Canada ou du gouvernement de la province de Manitoba, ou d'une municipalité, corporation ou particulier pour aider la construction du dit chemin de fer, et de s'acquiescer avec, se rallier à et obtenir le pouvoir de marcher sur toute ligne ou lignes de chemin de fer, et d'en venir à des arrangements pour le fret ou autrement avec des compagnies de chemin de fer ou autres, et pour toutes les autres pouvoirs, droits et privilèges nécessaires qui sont ordinairement conférés.

Date à Winnipeg, ce 30 janvier 1890.

J. STANLEY HOUGH, Solliciteurs des requérants. li s. 2. 90.

AVIS

Avis est par les présentes donné qu'il sera fait, à la prochaine session du parlement du Canada, demande d'un acte pour étendre les pouvoirs de la compagnie dite : *The Manitoba and Hudson Bay Company*, et pour permettre à la dite compagnie de construire une ligne de chemin de fer partant d'un point de la ligne du chemin de fer actuellement projeté et se dirigeant de la ville de Winnipeg, entre le lac Dauphin et la Montagne des Canards et passant par le lac du Cygne jusqu'à la rivière Saskatchewan.

Date à Ottawa, le 6 décembre 1889.

GEMMILL & MAY, Solliciteurs des requérants. li s. 2. 90.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la compagnie de chemin de fer *Brand'n and South Western*, incorporée par un acte de la législature de Manitoba, demandera au parlement du Canada, à sa prochaine session, la permission d'un acte d'incorporation avec pouvoir d'acquiescer l'actif, les franchises et immunités de la compagnie dite : *The Manitoba Coal Company (Limited)*, pour émettre des obligations sur les terres octroyées et pour exempter ses terrains de taxes, et autres pouvoirs.

Date à Winnipeg, le 6 décembre, 1889.

CAMPBELL & CRAWFORD, Solliciteurs de la requérante. li s. 2. 90.



AVIS

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la prochaine session de la législature par la compagnie dite : *The Permanent Mortgage Company and Building Society*, d'un acte spécial d'incorporation lui conférant les pouvoirs de faire affaires comme compagnie de prêt et société de construction, de faire des prêts sur garanties, de changer son nom en celui de *The Permanent Mortgage and Trust Company*, et tels autres pouvoirs accordés aux compagnies de prêt et aux sociétés de construction, et pour autres fins.

Date à Winnipeg, ce 24 janvier 1890.

PERDUE & ROBINSON, Solliciteurs de la requérante. li s. 2. 90.

AVIS

Avis est donné par le présent, que l'Association sur la vie, Confédération "s'adressera au parlement du Canada, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte autorisant la dite association, à une de ses assemblées générales et de temps à autre, de changer le nombre des directeurs qui formeront son conseil général, et de le réduire à pas moins de dix, et aussi d'augmenter le pouvoir que possède l'association en des biens-fonds et des rentes foncières et des baux de biens-fonds renouvelables dans la province d'Ontario par achat, mortgage ou autrement, et de faire disparaître, en tant qu'il s'agit de la province d'Ontario, la restriction maintenant imposée par le deuxième article de l'acte constitutif de la dite association, 34 Victoria, chap. 54 ; et pour d'autres fins.

JAMES BEATY, Solliciteur pour l'Association sur la vie, Confédération. Toronto, 3 décembre 1889. li s. 2. 90.

Compagnie de Chemin de Fer North-West Central.

Avis est par les présentes donné qu'il sera fait au Parlement du Canada à sa prochaine session demande d'un acte pour amender la charte de la compagnie de chemin de fer Great North-West Central, et l'acte confirmant la dite charte, en donnant à la dite compagnie pouvoir de choisir sept directeurs au lieu de cinq, tel que maintenant pourvu, et en lui donnant aussi pouvoir par règlement passé à cette fin d'augmenter ou réduire le nombre des membres, régulièrement qualifiés, tel que prescrit par l'acte, pour composer un Bureau de Directeurs de la dite compagnie, et pour d'autres fins.

DANIEL McMICHAEL, pour les requérants. li s. 2. 90.

9ins. 4.12.89.

CONTRAT DE LA MALLE.

DES SOUMISSIONS cachetées adressées au Maitre Général des Postes seront reçues à Ottawa jusqu'à midi, vendredi, le 28 février 1890, pour la collection et le transport des Mallets de Sa Majesté, par contrat offert pour quatre ans, de toutes les boîtes à lettres et à journaux au bureau de poste de Winnipeg, comme ci-après mentionné, à partir du 1er avril prochain.

Le transport devra être fait dans une ou plus d'une voiture, tirée par un ou plus d'un cheval ; voitures et chevaux devant être propres au service. La distance calculée pour recueillir le contenu de ces boîtes est de 26 milles par jour. La collection devra se faire trois fois chaque jour, à l'exception de certaines boîtes qui pourraient n'être visitées que deux fois par jour, suivant le bon plaisir du maître général des postes. Les boîtes doivent être visitées l'une après l'autre, et leur contenu recueilli et livré au bureau de poste trois ou deux fois par jour selon qu'il sera requis ; la visite de chaque boîte, et la livraison au bureau de poste, devant se faire à telles heures que le maître général des postes pourra fixer de temps à autre. La visite des boîtes ne devant pas durer plus de 1.30 heures.

La soumission devra donner le prix par mille que l'entrepreneur s'engage pour recueillir le contenu de toutes nouvelles boîtes ou boîtes qui pourraient être placées dans la cité de Winnipeg, pendant la période du contrat.

Des avis imprimés contenant plus d'information quant aux conditions du contrat offert peuvent être vus et des formules de soumissions obtenues au bureau de poste de Winnipeg et à ce bureau.

W. W. McLEOD, Inspecteur des B. de Poste. Bureau de l'Inspecteur, Winnipeg, 20 jan. 1890. li s. 2. 90.

UNE GRANDE VENTE !

DE CADEAUX DE NOEL ET DU JOUR DE L'AN

SE FAIT A L'HEURE QU'IL EST AUX MAGASINS

CHEAPSIDE, 578 580, rue Principale, Winnipeg.

Les pratiques encombrant nos magasins pour voir nos IMMENSES ASSORTIMENTS. Les comptoirs plient sous le poids des marchandises de Noël à 25 et 50 Cts. Cinq caisses venant d'arriver d'Europe.

Des PRESENTS sont donnés à toute personne qui achète pour la valeur de \$2.50 à \$5.00, ainsi que de jolis Calendriers pour 1890.

60 Pieces D'ETOFFES a ROBES a 30 et 40 cts.

Cette semaine, nous vendons à 15 cts la verge un assortiment très considérable de Marchandises Sèches, Tapis et Rideaux.

3 Commis français pour vous servir 3

VENEZ AVEC VOS AMIS AU CHEAPSIDE,

MAGASINS DU BON MARCHÉ,

578, 580, RUE PRINCIPALE,

3m 10 10 89

WINNIPEG.

AU PLUS BAS PRIX!!

No. 324, rue Principale, Winnipeg.

Il n'y a pas à discuter, nous vendons à MEILLEUR MARCHÉ que n'importe où ailleurs.

Notre département d'habillements faits à ordre offre toujours satisfaction. Dans tous les cas, nous garantissons l'ouvrage. Des années d'expérience nous permettent de le dire.

Hardes-faites, du plus beau fini : Casques et Chapeaux, de la dernière mode ; Chemises blanches, en flanelles, etc. ; Cravates, Collets, Poignets, tout à plus bas prix qu'ailleurs. Capots en fourrures de toutes sortes, dans les prix les plus réduits.

Notre enseigne est bien connue :—Les CISEAUX D'OR.

C. A. GAREAU,

234 Rue Principale,

1 28 289

Winnipeg.

MEUBLES AU PRIX DU GROS!

M. Despars annonce à ses nombreuses pratiques qu'il vient de recevoir un fort assortiment de meubles de toutes espèces qu'il vendra au prix du gros.

MM. LES COMMISSAIRES POURRONT SE PROCURER DES BUREAUX ET BANCS D'ÉCOLES DANS LES DERNIERS PATRONS, A PRIX RÉDUITS.

Magasin dans le Bloc Royal, Avenue Provencher.

FERRONNERIES,	ÉPICERIES,
FERBLANTERIES,	PROVISIONS,
FAIENCES,	FLEUR,
PEINTURES, HUILES,	THÉ, CAFÉ,
VERNIS,	SIROP, MELASSE,
FOURNAISES,	SAINDOUX, LARD, JAMBON,
HARNAIS,	POISSON FRAIS ET SALÉ,
SLEIGHS, Etc., Etc., Etc.	MORUE VERTE,
	SEL DE LIVERPOOL EN SAC, Etc.

Nous défions toute compétition tant pour les prix que pour la qualité de nos marchandises.

MAISON H. F. DESPARS,

Coin des rues Tache et Provencher.

3 m. 28. 11. 89

AU BON MARCHÉ.

Importations d'Automne et d'Hiver 1889-90.

ASSORTIMENT COMPLET DE

MARCHANDISES SECHES, HARDES-FAITES, FOURRURES ET CHAUSSURES.

Marchandises Seches.

Etoffes à robes. Cachemires noirs. Cachemires rayés. Meltons de couleur. Meltons noirs. Etoffes à manteaux. Tweeds de toutes sortes. Etoffes Canadiennes. Serges noires et de couleurs. Flanelles grises, 12½ cts en montant. Flanelles de couleur, 16 cts en montant. Laine à tricoter, 35 cts à \$2.00. Couvertes de couleur, \$1.50 à \$4.00. Couvertes blanches, \$3.00 à \$8.50. Coton ouaté, 8 à 25 cts. Coton jaune, 4 cts en montant. Coton à drap, 72 pouces de largeur. Jersey, \$1.00 à \$4.00. Bonnets et Capines en laine. Gilet en laine. Robes en laine. Corps et caleçons. Corps pour Dames. Corsets de toutes sortes. Chemises blanches et de couleurs. Chemises de flanelle. Coton à tisser. Châles de toutes sortes.

N'oubliez pas l'endroit :

4m 54.88

BLOC ROYAL.

(AU PAVILLON FRANÇAIS.)

HARDES-FAITES.

Habillements en serge, \$7.50 à \$15.00. Habillements en tweed, \$8.00 à \$14.00. Habillements en étoffe canadienne, \$5.00. Pardessus, \$5.00 à \$20.00. Pantalons, \$1.50 à \$6.00. Veste en laine. Overall. Capots cirés.

FOURRURES.

Capots de Chat Sauvage. Capots d'Astracan. Capots de Bison. Capots de Mouton. Capots de Chèvre. Casques en Seal. Casques en Loutre. Casques en Mouton de Perse. Casques en Mouton de Russie. Casques en Astracan. Casques en Ours. Casques en Lapin. Bordures en pelleterie noire et grise. Mitaines et Gants de toutes sortes.

Chaussures.

Bottes fines. Bottes fortes. Bottes canadiennes. Bottines en kid. Bottines en chèvre. Bottines en veau. Bottines en drap. Souliers allemands. Souliers rouges. Souliers en tapis. Pardessus et Claques de toutes sortes. Souliers en original. Goudrier. Cuir rouge, jaune, de mouton, etc., etc.

Il n'est pas nécessaire d'entrer dans plus de détail. Une visite vous convaincra des avantages que nous offrons.

F. E. VERGE, Saint-Boniface.

